

Plus belle la vie pour les femmes ? ? ?

Le 26 novembre, aura lieu une conférence organisée par le gouvernement sur « l'égalité salariale et professionnelle » qui se tiendra dans la foulée d'autres conférences sur le monde du travail. Mais qu'en sortira-t-il concrètement pour notre vie à toutes et tous ?

En France, les femmes représentent 47 % de la population active mais :

- 83 % des emplois à temps partiel
- 59 % des emplois aidés ou CDD
- 80 % des salariés qui sont payés en dessous du SMIC
- 54 % des chômeurs inscrits à l'ANPE
- 57 % des chômeurs non indemnisés

L'égalité salariale et professionnelle est une question cruciale pour les femmes. Oui, la situation faite aux femmes mérite toute notre attention. Nous partons d'un constat qui a été fait et refait et pourtant il perdure et s'aggrave.

Une femme gagne en moyenne 27 % de moins qu'un homme. L'emploi des femmes, à plus de 70 %, est concentré dans des secteurs à bas salaires (grande distribution, restauration, services à la personne...).

1 femme sur 3 travaille à temps partiel, très souvent imposé.

83 % des retraités qui vivent avec une pension inférieure au minimum vieillesse sont des femmes.

Les femmes constituent plus de la moitié des travailleurs pauvres. Parmi celles-ci, au moins 1 sur 3 est chef de famille monoparentale.

Les femmes isolées sont les plus vulnérables. Pour les femmes migrantes, et surtout celles sans-papiers, s'y ajoute un statut précaire et une dépendance par rapport au conjoint.

C'est aux femmes qu'incombent toujours la majorité des tâches liées à la vie quotidienne.

Oui, il faut dénoncer, plus que jamais, la précarité, le sous-statut dont sont victimes les femmes. Cette situation est le produit conjugué d'une société patriarcale, d'une politique patronale et des politiques gouvernementales qui exploitent et oppriment les femmes.

Que va régler Sarkozy ?

Lors de cette conférence, nous pouvons parier que Nicolas Sarkozy va trouver les femmes « remarquables » comme il a trouvé les fonctionnaires ou d'autres catégories professionnelles, « remaaaarquables » ... Mais qu'en sortira-t-il ?

Nous craignons fort que, par delà le discours démagogique de façade, Nicolas Sarkozy tire de son chapeau quelques mesures dangereuses. L'ouverture des commerces le dimanche, sur la base du « volontariat », pourrait être sa version féminine du « travaillez plus pour gagner plus ». Ce serait une aggravation des conditions de travail des femmes alors qu'explorent la précarité, la pauvreté, la multiplication d'emplois à bas salaire et que les travailleuses du commerce et des services sont en butte à une flexibilité accrue.

Selon Sarkozy, l'égalité femme/homme sera atteinte une fois pour toute en 2009. Qui peut le croire ? Nous jugeons sur des actes et non sur des mots. Nous n'avons aucune confiance en Sarkozy et son gouvernement pour mettre fin aux inégalités.

1 – Son bilan depuis l'élection, est lourd, très lourd de conséquences néfastes pour notre vie quotidienne à toutes et à tous.

Ce sont des séries d'attaques dangereuses, à tous les niveaux, remettant en cause les acquis sociaux : franchise médicale, flambée des prix, suppressions massives de postes dans l'éducation nationale, restrictions drastiques du regroupement familial et expulsions de familles immigrées, peines plancher, attaques sur les régimes spéciaux de retraite, préparation d'un contrat unique de travail...

Mais, par contre, pour les plus riches, c'est, par exemple, 13 milliards de cadeaux avec le bouclier fiscal...

2 – Des projets qui nous inquiètent fortement.

Les politiques de l'emploi menées par le gouvernement sont néfastes et aggravent les inégalités. On ne peut prétendre à la fois résorber les inégalités entre hommes et femmes et démanteler le Code du Travail, en promulguant des lois qui signifient une augmentation de la précarité pour tous, à tous les niveaux.

Le gouvernement envisage de :

- durcir la pression et les sanctions sur les chômeurs,
- mettre fin à l'indemnisation de ceux qui refusent un emploi dit « valable »,
- faciliter les licenciements dans la perspective de la mise en place d'un « contrat de travail unique »
- allonger la période d'essai,
- instaurer des « contrats de mission » limités à un objectif précis,
- imposer « la séparation à l'amiable » entre le patron et le/la salarié-e, comme si les deux étaient à égalité,
- modifier le contrat de travail sans l'accord du ou de la salarié-e

Les réductions budgétaires dans les services publics, et particulièrement dans les hôpitaux, entraînent des suppressions de postes, en majorité occupées par des femmes.

Dans un tel contexte, les femmes sont déjà et seront encore les plus touchées.

Nous ne gagnerons que ce sur quoi nous nous battons

Contre les inégalités d'accès à l'emploi, pour une véritable égalité professionnelle et salariale

Depuis de nombreuses années, plusieurs lois ont été déjà votées : loi de décembre 1972 (à travail égal, salaire égal), loi Roudy de 1983, loi Génisson de 2001, accord interprofessionnel signé en 2004.

Aucune n'avait un caractère contraignant. Le patronat ne les applique pas, en toute impunité.

Nous exigeons l'application de ces lois, adoptées depuis longtemps. C'est l'exigence numéro 1 pour cette conférence sur l'égalité salariale. Une seule solution : le gouvernement doit contraindre le patronat.

Contre le temps partiel imposé, nous exigeons un travail à temps plein pour celles et ceux qui le souhaitent

Contre le travail le dimanche et la flexibilité

Pour une stricte limitation du travail de nuit, du week-end aux seules activités où c'est indispensable. Non à la flexibilité qu'elle soit journalière, hebdomadaire ou annuelle ! Oui à la vie sociale, à la vie en famille, aux loisirs !

Pour le droit à une retraite correcte

Ce sont les femmes qui sont le plus pénalisées en raison du temps partiel, du temps pris pour élever les enfants, des faibles salaires. Oui à une retraite à taux plein pour les femmes aussi. Oui aux 37,5 annuités pour toutes et tous. Oui à la reconnaissance de la pénibilité des métiers, dits féminins, tout de suite.

Pour une augmentation substantielle des salaires de toutes et tous

C'est nous qui payons la flambée des prix alors que les salaires stagnent. Oui au SMIC à 1 500 euros nets comme salaire de base et à la reconnaissance des qualifications. Oui à un véritable rattrapage des salaires des femmes.

Pour des services publics, notamment celui de la petite enfance, avec les financements correspondants

L'accueil de la petite enfance représente un véritable apport pour les petits et permet aux femmes de travailler selon leurs souhaits. Nous refusons les baisses de crédits alloués à la CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales) qui entraîneront la diminution de places en crèches. De même, nous refusons les suppressions de classes dans les petites sections de maternelle.

C'est la satisfaction de ces exigences qui permettra d'avancer vers une véritable indépendance des femmes. Ces revendications, nous les avons scandées dans les manifestations, nous les avons défendues bec et ongles dans les négociations, nous essayons de les faire vivre dans la société !

Elles concernent toutes les femmes : privées d'emploi, précaires, stagiaires, sans-papiers, fonctionnaires, employées des grands magasins, ouvrières, cadres... Nous savons que le gouvernement utilise la vieille formule « diviser pour mieux régner ». Nous refusons d'opposer une catégorie à une autre.

Nous appelons à la mobilisation.

Nous apportons tout notre soutien aux femmes qui se battent pour leur emploi et leurs conditions de travail. Bon nombre de luttes ont lieu dans des secteurs à plus de 60 % féminin : entreprises de nettoyage, sous-traitance, restauration rapide, hôtellerie, grandes chaînes de distribution, dans la santé...

Nous nous devons de réagir, dès maintenant. En amont de cette conférence sur l'égalité salariale, nous affirmons nos priorités. Seront organisés, partout où c'est possible, des conférences de presse, des distributions de tracts, des actions, des réunions publiques, des rassemblements.

Nous nous engageons à participer à toutes les initiatives unitaires, en insistant sur les attaques faites aux femmes et ce, dans tous les domaines.

- * *En octobre, pour l'accès aux soins pour toutes et tous, contre la franchise médicale, contre un système d'assurance ou d'assistance, pour une véritable protection sociale.*
- * *Le jeudi 18 octobre, pour des retraites correctes et le maintien et le développement du service public.*
- * *Le 20 octobre, avec Unis contre une immigration jetable le réseau RESF, pour la régularisation des sans-papiers, contre les expulsions des enfants, des familles.*
- * *Le 25 octobre à Paris, pour un statut de vie sociale et professionnelle garantissant le revenu et la continuité des droits sociaux.*

Nous appelons à la riposte, à la résistance, à la mobilisation de toutes les femmes pour faire vivre au féminin les trois mots d'égalité, de dignité, de solidarité.

Ceci, dans l'unité la plus large : femmes et hommes, jeunes et plus âgé-e-s, français-e-s et immigré-e-s, associations, collectifs, syndicats et partis politiques.

Il s'agit d'un premier pas dans la riposte qui en appelle d'autres.

L'heure est à la convergence des luttes, au nécessaire « toutes et tous ensemble ».

Fort-e-s et uni-e-s, nous pouvons faire reculer Sarkozy et son gouvernement et obtenir des avancées significatives pour toutes et tous.

Premières signataires : AC !, Alternative Libertaire, APEL (Association pour l'égalité), Asnières commune vivante, ATTAC, CADAC, Centre Audiovisuel Simone de Beauvoir - Paris, CNDP, Collectif Féministe Rupture, Collectif Femmes-Mixité de la CGT, Coordination des groupes de Femmes Egalité, Coordination Lesbienne en France, CQFD Fierté Lesbienne, « Femmes Libres » Radio Libertaire, Femmes Solidaires, G.R.A.F.-M. (Groupe de recherche et d'action féministe de la Martinique), LCR, PCF, Pluri-Elles Algérie, Réseau Féministe Rupture, « Si les femmes comptaient », Solidaires, STOP Précarité, Union des Femmes de la Martinique...